

LE COMBAT SYNDICALISTE



CNT MENSUEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

AVRIL 2017/N°422

2€

Salarié-es protégé-es momentanément invirables



Luttes syndicales

- Tou·tes ensemble pour le Combat syndicaliste ! P2
- Piquet d'un jour, résistance toujours des femmes de chambre des hôtels Ibis à Chevilly-Larue. P3

Ici et maintenant

- Le statut de salarié-e protégé-e... un outil protecteur, un moyen de défense ? P4&5
- Répression et division, derniers remparts du capitalisme en crise. P 6&7
- Décryptage du programme du parti d'extrême droite. Un argumentaire syndical. P 10

Dossier

- Le travail, ça m'travaille. P8 & 9

International

- USA « TRUMPOCALYPSE »
- France Faire la guerre pour civiliser. P14 à 19

Culture

- Le 27 mai, Quimper fait sa fête à l'autogestion.
- L'exception et la règle, de Brecht, repris par la compagnie Jolie Môme.
- O.P [Ordre public] R Sender.
- Punk & rap.
- Réservez le dernier week-end de juin pour le festival de la CNT-RP à Montreuil. P 20 à 23

Abonnement tendeur salut !

Tou·tes ensemble pour le Combat syndicaliste !

Après une alerte et quelques jours d'hésitation pour la sortie du numéro de mars et les suivants, le Combat syndicaliste maintient son rythme de parution. Les difficultés de trésorerie de la conf (y'en a pourtant plein, dans les poches du patronat...) n'auront pas sa peau, une analyse plus fine ayant éloigné l'état d'alerte. On a déjà l'état d'urgence tout le temps, l'état d'arrestation trop souvent, l'éta de nuire permanent des politiciens, on va pas se laisser envahir par toutes ces manifestations étatiques.

Mais le journal a besoin d'être conforté par des abonnements individuels comme par les versements des syndicats, comme le dernier congrès l'a acté à Montreuil.



presse, dans une librairie sympathique, avant d'être des militant·es de la CNT.

Le Combat syndicaliste, c'est notre voix, nos appels, nos propositions, le relai propagandiste de la parole et d'actions communes. Un journal qui n'existe que si toutes et tous les camarades l'investissent, écrivent, tiennent au courant de leurs actions, échangent leurs analyses, publient leurs réflexions pour enrichir le débat. Un journal qui n'existe que

s'il est lu, vendu, distribué. Bref s'abonner c'est vital, et le vendre autour de soi tout autant. Alors camarades, il ne reste plus qu'un geste à faire, sortir le stylo et le chéquier, au titre de sa section ou à titre individuel.

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes ! ●

Le Combat syndicaliste c'est quoi finalement ? Toute une histoire cénétiste, le reflet de notre confédération, le journal de ses syndicats, le trait d'union avec nos contacts et sympathisant·es.

Certain·es ont d'ailleurs d'abord lu le Combat syndicaliste, l'ont acheté dans la rue, lors d'une manif, sur un stand, une table de

Chambres d'accusations

Piquet d'un jour, résistance toujours des femmes de chambre des hôtels Ibis à Chevilly-Larue.

L Le 22 février, les salariées de la Rolse Nettoyage chargées de l'entretien des chambres ont tenu un rassemblement en point fixe devant les hôtels Ibis de Chevilly-Larue (Val-de-Marne). Une étape dans la lutte menée depuis près de deux ans par la section syndicale CNT.

■ Des paquets d'heures non payées

Échanges de courriers, pétition, tentative de dialogue proposée par la RSS de la section, rien n'y a fait. La direction s'entête, refuse toute mise en conformité de la situation des salariées, préférant faire passer à la trappe le paiement d'un nombre considérable d'heures effectuées par les employées à qui l'on propose pour toute solution d'aller voir ailleurs.

Les passages de l'inspection du travail n'ont pas ouvert l'esprit de la direction qui maintient une pratique que nous analysons comme créatrice de travail dissimulé. L'obligation de nettoyer des chambres dont le nombre est imposé par la hiérarchie double quasiment le temps de travail, sans respect du contrat, temps partiel de quatre heures par jour. Les journées qui devraient se terminer à 13 heures s'achèvent le plus souvent à 16, 17 ou 18 heures. Ce qui ressemble au travail à la tâche, pourtant illégal. Et si l'entreprise se passe allègrement de visites médicales, la liste des revendications est plus lourde encore.

■ Journée d'action

Le 22 février, près d'une centaine de personnes se sont relayées pour



organiser la riposte du syndicat et la solidarité avec les salariées (syndiquées ou non) en grève sur le bord du boulevard (RN7) certes un peu en dehors du centre-ville mais fortement fréquenté.

L'image donnée n'a pas semblé convenir aux responsables des hôtels et donneurs d'ordre. Tout le temps de ce rassemblement rouge et noir bien visible, les signes de solidarité (klaxons et autres) auront été nombreux.

Effet de notre présence, deux cadres de la Rolse, DRH et directeur d'exploitation ont proposé une rencontre avec une délégation, qui fut composée par Annie (RSS), une autre salariée, l'avocate du syndicat très engagée, et un représentant d'ETPICS 94, syndicat d'appartenance de la section.

Notre naïveté n'ira pas jusqu'à penser que ce fut une victoire, mais la situation a été présentée clairement, du préjudice subi par les salariées

aux revendications.

■ « Une famille maintenant »

Il était indispensable pour le syndicat d'organiser le soutien à nos camarades. Un jour de semaine de 8h 30 à 17h, rien ne garantissait une action réussie avec appel aux militantes et sympathisantes de la région. Les grévistes ont apprécié cette solidarité enthousiaste de la CNT. S'adressant aux camarades encore nombreux-ses au moment de la dispersion Annie a remercié : « Nous sommes une famille maintenant ». Et qui plus est une famille qu'on choisit.

Un merci aux camarades du STE75 qui ont construit avec notre avocate et les salariées de La Rolse les dossiers prud'homaux, bientôt une nouvelle étape de cette lutte qui démontre nos capacités d'action et de riposte de tous-tes pour tous-tes. ●

ETPICS 94

Momentanément invirables

Le statut de salarié-e protégé-e... un outil protecteur, un moyen de défense ?

Si on évalue les outils de défense et de protection des militants syndicaux et lanceurs-ses d'alerte, que vaut le statut de salarié-e protégé-e ?

600 000 salarié-es bénéficieraient actuellement de ce statut juridiquement « protecteur », mais qui n'empêche pourtant pas les licenciements, abusifs, nuls ou autorisés. La répression patronale n'épargne pas le personnel sous statut protégé, exposé du fait de ses activités revendicatives d'élus ou de syndicalistes. La protection intervient en cas de procédure de licenciement des salarié-es concerné-es. La protection éventuelle, c'est l'avis de l'inspection du travail requis.

Sont salarié-es protégé-es les élu-es titulaires et suppléant-es au comité entreprise, les délégué-es du personnel, les membres du CHSCT, et dans le cadre d'une DUP, délégation unique du personnel. Mais aussi, avant scrutin, les candidat-es aux élections CE, DP, DUP et CHSCT et le ou la premier-e salarié-e à l'initiative d'une demande à l'employeur de déclenchement d'élections professionnelles. S'y ajoutent les représentant-es désigné-es par un syndicat : délégué-e syndical (DS), représentant-e de section syndicale (RSS) et représentant-e syndical-e au CE, mandaté-es pour négocier le protocole d'accord préélectoral ou un accord dans des entreprises exemptes de DS ou d'élus du personnel.

■ Mandats à l'extérieur

La liste ajoute tout représentant-e des salarié-es lors d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, et les sala-



rié-es exerçant certains mandats hors de la boîte : conseiller-es du salarié, conseiller-es prud'homal-es, administrateur ou membres du conseil d'une caisse de sécurité sociale, d'une mutuelle. Depuis avril 2015, la protection couvre aussi les maires et adjoints de communes de plus de 10 000 habitant-es, les président-es et vice-président-es des conseils départementaux et régionaux, les médecins du travail et membres des

commissions paritaires pro et interprofessionnelles.

Pour que s'applique cette protection pour des fonctions exercées à l'extérieur, il faut que l'employeur ait été mis au courant par le salarié au plus tard au moment de l'entretien préalable à licenciement.

■ Combien de temps ?

Les salarié-es élu-es sont couverts toute la durée de leur mandat et les six mois suivant l'expiration du mandat, en cas de non réélection ou non renouvellement.

Les DS et RSS sont protégé-es les 12 mois qui suivent la cessation de leur fonction. Cette disposition s'applique même si la désignation a été contestée.

Les candidat-es aux élections qui n'ont pas été élu-es sont protégé-es les six mois qui suivent le vote. Pour les mandats extérieurs, les conseillers du salariés bénéficient de 12 mois après leur fin de mandat, les autres de six mois.

■ En cas de licenciement

Dans le cas des élu-es, le CE est consulté préalablement. Les griefs sont exposés, le ou la salarié-e protégé-e est auditionné et présente sa défense, le CE procède ensuite à un vote à bulletin secret. Dans tous les cas, l'employeur a l'obligation de demander l'autorisation de licencier

un·e salarié·e protégé·e à l'inspection du travail, qui examine la procédure engagée pour évaluer s'il ne s'agit pas d'une mesure discriminatoire liée à l'activité du mandat ou de la fonction. La Direccte vérifie l'exemplarité du processus (la forme) et la réalité du motif de rupture (le fond).

Une enquête contradictoire est menée avec auditions séparées du salarié et de l'employeur. Sous quinzaine de jours, la réponse motivée doit être transmise aux concernés.

■ Indemnités

Si le licenciement est autorisé, le ou la salarié·e a deux mois pour déposer un recours auprès du ministère du travail*. Si le licenciement est refusé par l'inspection du travail mais maintenu par l'employeur, il est jugé comme nul et l'employeur s'expose à une peine d'un an d'emprisonnement et 3750 euros d'amende. En cas de réintégration, le salarié a droit à indemnité de préjudice. Si il ou elle n'est pas réin-

tégré·e à son poste, l'indemnité peut couvrir la totalité du temps de la protection liée au mandat ou à la fonction du salarié. Exemple, un·e élu·e au CE à qui il resterait deux ans de mandat à accomplir peut réclamer, en plus du préjudice, les 24 mois de mandat restant, plus les 6 mois liés à la durée de protection après mandat, à savoir 30 mois de salaires... C'est le maximum d'indemnité possible

à ce jour (jurisprudence cass. Soc. d'avril 2015). ●

*FP, secrétaire aux affaires juridiques
mars 2017*

* Le ministère du travail s'oppose rarement au licenciement d'un « terroriste » syndicaliste. Exemple, suite de l'affaire de l'arrachage de chemise à Air France et le recours de l'employeur, la ministre El Kohmri a autorisé le licenciement, contre l'avis de l'inspection du travail qui s'y était opposé... Par contre madame Christine Lagarde est coupable mais exemptée de peine...



Autres salarié·es protégé·es : les femmes enceintes.

L'employeur doit être informé de la grossesse pour que le régime protecteur s'applique. Pendant la grossesse, elle ne peut être licenciée sauf faute grave non liée à la grossesse ou en cas de licenciement économique supprimant son poste de travail par exemple.

La protection est absolue durant le congé maternité et les dix semaines qui suivent. Les pères de famille bénéficient de cette protection de licenciement durant les 10 semaines après la naissance.

Les salarié·es victimes de maladies ou AVC sont protégé·es : leur état de santé ne peut entrer en ligne de compte pour les licencier, il s'agirait dès lors d'une discrimination. Néanmoins l'inaptitude d'un·e salarié·e à reprendre son poste peut constituer un motif de licenciement.

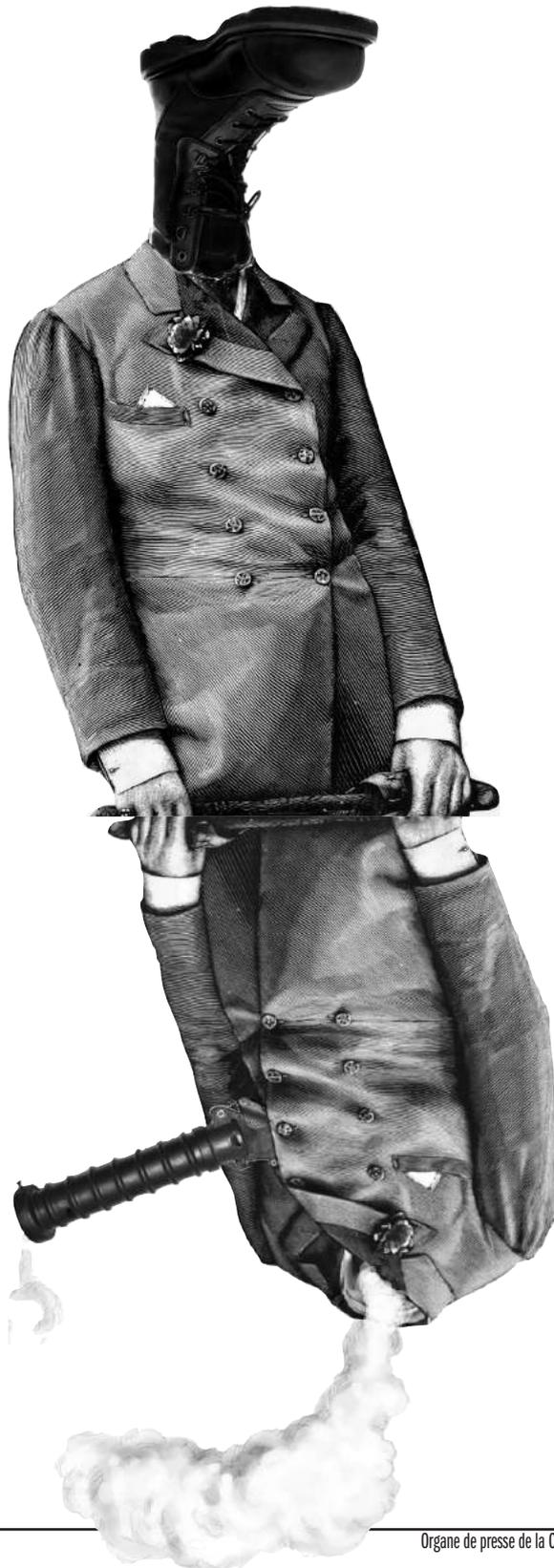
Matraquage à tous les étages

Répression et division, derniers remparts du capitalisme en crise.

« **G**ouverner c'est mettre vos sujets hors d'état de vous nuire et même d'y penser ; ce qui s'obtient soit en leur ôtant les moyens de le faire, soit en leur donnant un tel bien-être qu'ils ne souhaitent pas un autre sort »
Machiavel, Le Prince

Dans nos sociétés contemporaines, la classe dirigeante, économique ou politique, aux commandes ou qu'elle y aspire, a bien intégré les recommandations de Machiavel. Avec ces décennies de crise économique, sociale et écologique, la « mise hors d'état de nuire des sujets » est bien à l'ordre du jour.

Les armes sont malheureusement connues, bien rodées. D'abord, diviser pour mieux régner. Créer des ennemis, intérieurs, extérieurs. Roms « voleurs de poules », migrants « qui mangent notre pain et prennent notre travail », immigré-es pas très chrétien-nes et musulmans « qui se radicalisent », chômeurs « assistés et fainéants », jeunes « casseurs de manif », manifestants violents, ouvriers « terroristes séquestrant leurs patrons », fonctionnaires « trop coûteux, privilégiés », grévistes « prenant le peuple en otage ». Face à ces nouveaux barbares désignés, il faut unir la « Nation », protéger la « République », renforcer l'autorité de l'État et son bras armé, policier et militaire. Et matraquer physiquement, juridiquement, idéologiquement. On y ajoute l'idée d'un monde en guerre, car les barbares ne sont pas



que « chez nous » en France, ils sont « partout ». Cette fois, l'État bombarde, l'armée défend « nos » frontières, « nos » intérêts, contre l'étranger qui veut notre perte.

Faire mal, faire peur : la police est notamment là pour ça. Il n'y a pas de bavures, il y a un maintien de l'ordre qui s'adapte à la situation. Et quand l'ordre libéral et étatique est contesté, la police améliore son armement et tape plus fort, quitte à violer, blesser gravement, voire tuer. Puis justifie sa violence en la présentant comme seule légitime et nécessaire pour défendre les soi-disant « démocratie » et « paix sociale ».

La justice à deux vitesses prend son temps pour les millions détournés des Fillon, Dassault, Balkany, Le Pen, Cahuzac, et jette en prison ceux qui ont le malheur d'avoir volé de quoi manger, brisé un abris-bus, retenu leur DRH, ou simplement d'être « mal-né-e », mauvais quartier, mauvaise couleur de peau, famille pas assez riche...

Le matraquage social précarise, flexibilise, individualise, détruit tous les droits et cadres sociaux conquis de haute lutte. Chacun-e doit devenir une petite entreprise gérant et faisant fructifier son capital... L'ordre libéral et le sacrifice de soi sont matraqués comme seul horizons possibles. La concurrence, l'esprit de compétition, ce serait naturel, nécessaire. Et tant pis pour les perdants.

Nos dirigeants savent gérer l'art du matraquage pour défendre leur richesse, leur pouvoir. Ils savent détourner les regards de leurs

responsabilités vers des ennemis imaginaires. Ils savent manipuler peurs et angoisses pour se poser en « sauveurs » et « protecteurs ». Ils savent blesser, humilier, réprimer, surtout celles et ceux qui ne rentrent pas dans leur ordre. Il savent nous diviser, quand notre unité pourrait être notre force, et donc leur faiblesse.

Notre unité, c'est notre classe. Celle des prolétaires qui n'ont que leur force de travail pour vivre, qui galèrent pour trouver un emploi ou un logement, vivent dans des quartiers périphériques ou des campagnes délaissées, pour qui l'accès aux services publics, la culture, la santé est une bataille quotidienne. Celles et ceux qui s'entassent dans des bus Macron, des trains et RER surchargés, des appartements trop petits, quand d'autres se pavanent dans leur paquebot de Nanterre, leurs châteaux de Saint-Cloud ou de la Sarthe... Nous créons toutes les richesses sans en profiter, sans rien décider. Du mauvais côté de la matraque. On nous demande juste de temps à autre de voter pour ceux qui nous matraqueront ensuite.

Victimes des violences policières, patronales, racistes et sociales, nous sommes tou-tes de cette même classe. Notre ennemi n'est pas tel peuple, telle religion ou telle communauté, notre souci n'est pas que nos dirigeants soient « nationaux » ou « européens », le chômage et l'insécurité ne sont pas dus aux immigrés ou aux pauvres. Nos ennemis ne sont pas plus les Arabes, les Noirs, les



mulsumans -ou supposés tels-, qui « refuseraient de s'intégrer » et de reconnaître les « bienfaits de la colonisation », que les « Juifs des médias et de la finance », selon ce vieil antisémitisme d'extrême droite toujours d'actualité. Non, nos ennemis ne se définissent pas par leur origine ou leur confession, mais par leur rôle social au quotidien : ce sont ceux qui nous dirigent politiquement et économiquement et qui nous mènent droit dans le mur en cherchant coûte que coûte à préserver un système capitaliste et politique qui ne sert que leurs intérêts. Nos ennemis sont des ennemis de classe. Il ne tient qu'à nous de ne plus être seulement des victimes, mais de devenir des acteurs, conscients de notre force. La solidarité est notre arme. Contre ceux qui cherchent à nous diviser et à nous criminaliser pour asseoir leur pouvoir, il nous faut nous unir, nous organiser, nous entraider, entre égaux.

Tout commence, l'avenir est entre nos mains. Dès aujourd'hui, exigeons dans l'unité et la dignité : la justice pour les victimes et leurs

familles, la libération et l'amnistie de tou-tes les militant-es condamné-es pendant le mouvement contre la loi travail, leur lutte syndicale (Goodyear, Air France, etc.) ou sociale (NDDL, Bure, etc.). Exigeons le désarmement de la police et la révocation des policiers auteurs de violences ou de propos racistes, sexistes, homophobes, le remplacement de l'IGPN par une organisation indépendante avec des membres de la société civile. Exigeons la liberté de manifester, la fin de l'état d'urgence.

Ce ne sera qu'un premier pas vers la reconstruction de notre solidarité et unité de classe, vers la remise en cause de l'exploitation économique et sociale, de la domination et la répression étatique, et des discours et actes racistes. Car sans égalité sociale, il n'y aura jamais de justice... Pour un autre futur égalitaire et libertaire, organisons-nous ! ●

Fred, SIPMCS

Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello
CPPAP N° 0618S06521 TGI N° 97/93

Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org
CS c/o CNT Stics 13
c/o 1 000 Bâbords
61, rue Consolat 13001 Marseille

Administration

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre
07200 Aubenas

Abonnements

cs-administration@cnt-f.org
C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas
Impression sur papier certifié PEFC

Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre
Le Combat syndicaliste sort en début de mois.
Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail.
Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress.
Merci à tou.tes !

1) La guerre du langage : le tout gratuit !

L'universalariat ?

Des colloques, des débats prédisent régulièrement la « fin du travail ». Avant que les robots ne se syndiquent, le candidat PS a brandi le revenu universel pour « un nouveau rapport au travail et au temps libre ». Une allocation à verser à chacun·e sans condition, pauvre, riche, employé·e ou non, jeune, vieux. Réponse au chômage de masse qui s'étendrait encore plus ? Certains partisans du capitalisme et de l'extension des technologies y croient. Dans son bouquin « Capitalisme et liberté », paru en 1962, l'économiste libéral Milton Friedman plaidait déjà pour un « impôt négatif », genre de revenu de base annuel versé à chacun·e pour diminuer l'impôt demandé aux contribuables.

Partage de la richesse, salaire à vie, revenu d'existence ou de base posent plein de questions. Solutions réformistes ou perspectives révolutionnaires (mais de la révolution industrielle au bouquin de Macron, le terme peut être ambigu) ? Pourquoi universaliser le salaire si on veut supprimer le salariat ?

Il y a la matière à discussion pour des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires. Ce mois-ci, le CS ouvre un débat qui pourrait s'étoffer. À vos claviers.

La rédaction du CS

Travail officiel, travail reconnu, travail invisible... de quel travail parle-t-on ?



Les mécanismes pour faire taire les peuples sont en place depuis longtemps. La guerre du langage accompagne chaque jour les changements qui arrivent. Sans cesse plus performantes, les technologies n'aident pas vraiment les humains à améliorer l'écologie ou la vie courante. Elles sont confisquées par le phénomène capitaliste, grâce au langage.

■ Le travail à réinterroger

Le mot « travail » étant utilisé à toutes les sauces, une remise à plat est nécessaire. Tout le monde travaille, la mère au foyer qui élève ses enfants, le grand-père qui va chercher ses petits-enfants à l'école, le chômeur contribuant bénévolement à une association... Mais le « travail » n'est pas toujours rémunéré, et quand il l'est, il l'est rarement pour sa vraie valeur. La notion de travail est primordiale et il faut en reformuler le sens. Nous n'avons pas besoin d'un emploi pour travailler ou pour vivre. Avoir

un emploi peut aider à améliorer notre confort sans pour autant nous rendre heureux·se. Le fait d'avoir un emploi doit être un choix pour chaque personne et non une nécessité.

Il faudrait d'abord revenir sur la notion d'« égalité », car personne n'est l'égal·e de l'autre devant le travail. Pour imaginer cette égalité, il faudrait commencer par rendre gratuit l'accès aux services vitaux qui ont actuellement une valeur marchande. Exemple : l'eau potable. Mettons en commun sa production et sa distribution au niveau international pour en rendre l'accès gratuit pour tou·tes, partout où c'est nécessaire. Afin de permettre cette avancée, chaque personne (de 18 à 60 ans

par exemple) devra, en fonction de ses capacités, travailler par exemple un jour par an pour la collectivité (concevoir, construire, réparer et améliorer un réseau de tuyaux...). Ce travail ne sera pas un emploi,



UN REVENU DÉCENT, VITE !



mais un devoir pour le bien être de la collectivité publique. La consommation sera automatiquement régulée car chaque personne sera impliquée personnellement dans la production.

■ L'interrogation à retravailler

À chaque coin du globe terrestre, les nécessités de chacun-e passent par l'eau, l'alimentation, le logement, l'éducation, la santé, l'électricité, les transports. Rendre l'accès gratuit à toutes ces besoins vitaux, voilà ce

vers quoi les dirigeant-es auraient dû tendre, plutôt qu'à défendre leur propre réélection dès le lendemain d'un scrutin. Reconsidérer ensemble tout pour tout reprendre, de façon logique et autogestionnaire.

L'emploi dans le privé continuera mais la hiérarchie se brisera d'elle-même quand une personne ne sera

plus inquiétée de se retrouver à la rue si elle perd son emploi. De plus, la mise en place de codes du travail renforcés et unifiés au niveau mondial changera totalement la donne et permettra de fédérer la population mondiale sur une valeur simple : l'humain. ●

Fonz, SSCT Lorraine

La conquête du pain gratuit

C'est pas le revenu universel, mais l'idée s'en approche déjà...

En 1895, par ses articles dans La Revue blanche et Le Martin, l'anarchiste Victor Barrucand mène campagne « pour la distribution de pain gratuit aux démunis », notamment les grévistes, les anarchistes pourchassés. Une proposition de loi est même déposée, vite rejetée. Argument : « Le pain gratuit fait abnégation au principe d'ordre de la nation et tend à bouleverser l'architecture sociale ».

Pour Élisée Reclus, anarchiste lui-aussi, « si louable que soit l'idée de Victor Barrucand, je la crois absolument irréalisable. Pour la rendre possible, il faudrait accomplir une révolution, et, dans ce cas, il importe

de donner à cette révolution une ampleur bien autrement grande. En effet, jamais les patrons, les spéculateurs, les capitalistes, n'admettront un état de choses qui permettrait à tous les grévistes de leur tenir tête indéfiniment. Que l'idée de Barrucand soit adoptée, et demain les donneurs de travail sont à la merci de leurs ouvriers. Les patrons le savent : plutôt que de laisser donner le pain gratuit, ils massacreront tout le peuple français. »

Barrucand a publié à 8000 exemplaires son opuscule « Le Pain gratuit » qui reproduit la lettre d'Élisée Reclus.. ●

REVENU UNIVERSEL



Le Pen, on est au courant de tout

Décryptage du programme du parti d'extrême droite. Un argumentaire syndical.

« **L**e FN, version Jean-Marie ou version Marine, a toujours fait preuve d'une grande capacité d'adaptation. Les programmes présentés ont été, et sont toujours à géo-

aucune doctrine cohérente ne caractérise le fascisme et ses divers descendants d'extrême droite. [...]

L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN a fait bouger les lignes. On assiste ainsi à la conjonction entre

un discours frontiste économique et social en rupture avec le «libéralisme européeniste UMP-PS» et la prise de conscience significative par les électeurs de l'incapacité des partis classiques. Le FN énonce des idées simples, voire simplistes, ce que les gens ont envie d'entendre. Cela montre le succès de sa stratégie de dédramatisation, la modification de l'image du parti. [...] Si Marine Le Pen semble plus contemporaine que son père, elle incarne un nationalisme autoritaire et démagogique avec un certain savoir faire électoral et une volonté d'accéder au pouvoir. [...]

Interviewée le 25 janvier 2017 au sujet de l'euro, Marine Le Pen est toujours défavorable à une hausse du Smic, comme en 2012, elle ressort une « idée » de son programme de la dite année consistant à « mettre en œuvre une contribution sociale à l'importation de 3% sur l'intégralité des biens et services importés ». La motivation du parti frontiste est de ne surtout pas pénaliser les bénéficiaires des chefs d'entreprises en faisant croire à une augmentation improbable des salaires mensuels inférieurs à 1500 €[...] »

Extraits d'une brochure de 52 pages réalisée par l'association VISA (Vigi-

lance & initiatives syndicales antifascistes). Première mouture en 2012, mise à jour en mars 2017, même si l'idéologie du FN n'a pas été bouleversée depuis 2012, hormis certaines formules de pure opportunité... ●

Rédaction CS

Brochure à télécharger ici

www.cnt-f.org/59-62/2017/03/argumentaire-syndical-contre-le-programme-du-fn/

On lira aussi des quelques fiches plus concises réalisées par VISA :

- La rose épée du FN
- FN et logement (anti)social
- FN, salaires et fiscalité : les marchands d'illusion
- FN et santé : des propositions cancérogènes pour un racisme viral !
- Nos libertés en berne avec le FN, en ruine avec Marine !

La CNT Hauts de France a par ailleurs réalisé un dossier lisible en ligne : www.cnt-f.org/59-62/antifascisme/

EMPLOI FICTIF AU FN.
Marine le Pen boude la PJ



métrie variable. Leur rapport avec la vérité (utilisation des statistiques...) n'a parfois aucune importance. Ce qui compte uniquement, pour le FN, c'est la capacité à emporter l'adhésion des gens. Cohérence et incohérence volontairement entretenues permettent ainsi de défendre tout et son contraire. Ce tour de passe-passe explique, en partie, le succès de Marine Le Pen.

Dans son ouvrage «Nature du totalitarisme», publié en 1954, Hannah Arendt analysait la politique menée par Mussolini et écrivait : « Il fut probablement le premier dirigeant de parti à avoir consciemment rejeté un programme formel pour le remplacer par la seule direction inspirée de l'action. » En effet,

on ne parle plus des
11 millions de Poutine au FN...



USA

« TRUMPOCALYPSE »

Le groupe de traduction du secrétariat international vous propose de retrouver en ligne un article, paru dans la revue ASR (Anarcho syndicalist review) fin décembre 2016, avant l'investiture de Trump. Cette analyse de l'accession de Trump au pouvoir est un miroir grossissant de ce que peuvent produire l'ensemble des soi-disant « démocraties » occidentales.

Le système électoral américain est conçu, de part des lois récentes, pour exclure les voix et l'expression des plus démunis. C'est, s'il était besoin de le prouver encore, un des avatars du déni de démocratie que représente l'État américain. C'est aussi, porté à sa caricature, la mise en lumière du dysfonctionnement des systèmes représentatifs électoraux tels que nous les connaissons en Europe et en France, avec nos régimes parlementaires dirigés par des élites politiques, et en sous-main par les pouvoirs économiques, par le capitalisme.

Trump au pouvoir est l'exemple de la connivence entre le fascisme et le capitalisme le plus dur, et démasque le faux discours social que revêt en général le populisme afin d'attirer les votes des plus précaires. Cette élection met aussi au pied du mur l'ensemble des mouvements de gauche ou progressistes. Il s'agit soit de jouer le jeu d'une opposition simulée par le



camp du parti Démocrate et des syndicats jaunes, qui consiste à critiquer mollement Trump tout en assurant les intérêts de la finance, ou bien d'organiser un vrai contre-pouvoir à la base, avec et pour les travailleurs et surtout ces franges de la société américaines qui sont bâillonnées de fait par le système électoral, et sont pourtant les plus durement touchés par les lois

anti-sociales du capital et des politiques à sa botte : les plus pauvres, les Noirs, les Indiens, les Latinos... L'enjeu est donc fort pour les forces révolutionnaires aux USA d'investir ce terrain des oubliés et d'organiser les luttes.

« Nous, anarchistes et communistes révolutionnaires anti-autoritaires, devons nous organiser pour travailler avec tous les mouvements possibles, pour construire des mouvements populaires en dehors des impasses électorales. Nous devons militer dans des syndicats qui prônent un syndicalisme démocratique et militant, participer aux processus d'organisations communautaires, rejoindre tout développement de résistance et rébellion, en prônant toujours le militantisme, la démocratie radicale, et une vision révolutionnaire. » ●

Florence,
groupe de travail traduction
du secrétariat international

Traduction à retrouver en ligne :
<http://www.cnt-f.org/international/>

France

Faire la guerre pour civiliser : masque (néo)colonial du capitalisme français

Afin de bâtir l'Empire français, puis de maintenir son influence économique et géopolitique, l'armée a toujours eu un rôle central. Le système militaire français, État dans l'État, est le fruit d'une vieille tradition. Dans le monde entier, de nombreux peuples en sont encore victimes. L'antimilitarisme du mouvement social doit renaître de ses cendres car, comme l'écrivait Aimé Césaire dans son *Discours sur le colonialisme* : « Une nation qui colonise, une civilisation qui justifie la colonisation – donc la force – est déjà une civilisation malade (...) »

D e l'Empire français à la Françafrique

Prenez la colonisation française là où elle commence, et vous aurez tous les éléments de son évolution. En juin 1830, l'armée du général de Bourmont envahit la Régence d'Alger pour redorer le prestige du roi Charles X, mais aussi pour trouver au capitalisme français de nouveaux débouchés, et pour piller de vastes richesses au moment où les caisses de l'État sont vides et où gronde la colère du peuple. Il faut rappeler qu'un long conflit diplomatique opposait l'Algérie et la France. Au début de la Révolution française, ce fut l'un des rares pays à la soutenir. L'historien Benjamin Stora cite le journal *le Moniteur*, de juin 1793 : « Tandis que l'Europe se coalise contre la France libre, une puissance africaine (Alger), plus loyale et fidèle, reconnaît la République et lui jure amitié ». Le Directoire, puis Napoléon Bonaparte, firent d'énormes emprunts en blé à l'Algérie pour mener les campagnes d'Italie et d'Égypte. Mais Bonaparte, et les deux restaurations monarchiques, refusèrent de rembourser l'Algérie. En 1827, Hus-



«Le docteur Maffre attaché à la direction arabe d'Oran. Son petit nègre Faradji» (Algérie) Photo et légende de Félix Moulin (1855). Le photographe parle du bureau arabe d'Oran. Les bureaux arabes étaient l'un des outils de pénétration culturelles élaborées par l'armée française.

sein Dey d'Alger donne un « coup d'éventail » dans la figure de Pierre Deval, consul d'Alger, après un nouveau refus. Cela sera le prétexte de la conquête de l'Algérie que l'Etat

français présenta comme un pays sans histoire, ni culture, ni État : la France venait apporter la civilisation dans une contrée barbare.



Missions d'Afrique - Enfants chrétiens

Pourtant, la Régence d'Alger du temps de la présence turque (1555 à 1830) « répondait à tous les critères d'un État souverain » (1).

Les conquêtes coloniales et la mentalité qu'elles impliquent, ont toujours effacé l'histoire des pays colonisés. En Algérie, c'est l'histoire arabo-musulmane qu'il fallait nier. Jusque chez les bonnes âmes de gauche cette mentalité se diffusa, à l'exemple d'Albert Camus qui écrivit : « En ce qui concerne l'Algérie, l'indépendance nationale est une formule purement passionnelle. Il n'y a jamais eu encore de nation algérienne. Une Algérie purement arabe ne pourrait accéder à l'indépendance (2). » Ce que rejette l'inconscient colonial de Camus c'est la part majoritaire arabo-musulmane en Algérie. Comme le montre Edward Saïd, l'Algérie des romans de Camus ne contient que des héros français, les Arabes n'existent pas. En 2007, dans son discours de Dakar, avant de relancer de massives interventions en Afrique, Sarkozy affirmait que l'Histoire avait commencé sur ce continent avec la colonisation, et qu'auparavant il n'y avait que des mythes et des traditions. Ce rejet de l'histoire, de la culture, des religions ou des institutions des autres peuples

justifie à chaque fois la conquête ou sa réactivation.

Après avoir concédé l'indépendance aux pays colonisés, l'État français met en place dans les années 60 une stratégie visant à les maintenir dans la dépendance. Charles de Gaulle charge son bras droit Jacques Foccart d'organiser des réseaux qui s'appuient sur l'armée et les services secrets, pour continuer le pillage de l'Afrique, massacrer les oppositions, et soutenir des « gouverneurs à la peau noire ». C'est toujours au plus haut sommet de l'État, à l'Élysée, que cette politique est menée. Avec une instrumentalisation continue de guerres civiles, le capitalisme français garde le contrôle sur ses anciennes colonies africaines.

Mais si les responsabilités de la France dans de nombreux massacres est établie, et même dans un génocide au Rwanda, l'armée française est pourtant plus que jamais présente en Afrique. Nous allons voir qu'elle a repris aujourd'hui, et à son compte, le prétexte de « guerre contre le terrorisme », développé par le gouvernement américain de George W. Bush au début des années 2000.

■ De la guerre du Golfe aux guerres contre le terrorisme, les ajustements de l'armée française

L'armée française participa à la seconde guerre du Golfe contre Saddam Hussein en Irak (1990-91). Cette guerre, menée par les États-Unis en vue de « recoloniser » le monde et de casser une puissance régionale, profitait de la disparition de l'URSS. La France chercha à tirer parti de cette situation. Le livre « La guerre de Mitterrand » de la journa-

liste Christine Clerc, écrit pour justifier la stratégie des dirigeants français en donne une bonne illustration. La France ne participa pas à la troisième guerre du Golfe en 2003, au grand dam du PS et des libéraux du RPR. Mais elle intégra la croisade civilisationnelle menée par les États-Unis en Afghanistan, après les attentats du 11 septembre 2001.

Le 14 avril 2003 dans le journal Al-Hayat, Edward Saïd réalise l'une de ses chroniques contre la guerre en Irak. Il est préoccupé par un pays dévasté, soumis au pillage de ses ressources et d'une population qui a subi de lourdes pertes civiles (marchés, écoles, hôpitaux bombardés), et qui a été humiliée, torturée par les soldats américains. Saïd écrit : « Ce que provoquera en définitive une telle guerre est impensable. Mais plaignons les civils irakiens pour tout ce qu'ils auront encore à souffrir avant d'être finalement libérés. » « En définitive », il y a une guerre civile entre les anciens partisans de Saddam Hussein, généralement sunnites, et le nouveau pouvoir élu, qui représente plutôt les chiïtes, majoritaires dans la population ; mais c'est aussi l'État islamique, né dans le sang des Irakiens et dans les ruines fumantes de leurs cités. Les illuminés de la guerre contre le terrorisme réalisent de nouvelles interventions, comme l'opération Chammal, à laquelle participe la France depuis l'année 2016. Les dirigeants occidentaux, responsables de millions de morts et de la ruine d'un des berceaux de la civilisation, n'hésitent pourtant pas à expliquer le terrorisme par « un rejet de notre mode de vie ».

Dans le monde arabe, la France s'est alignée sur l'impérialisme « at-



Un soldat français de l'opération Barkhane le 30 mai 2015 à Gao (Mali).

lantiste » américain. Les États-Unis, dont l'image est catastrophique, impliquent la France dans leurs crimes, comme pour l'intervention en Irak pour reprendre Mossoul à l'État islamique, début 2017. En Irak et en Syrie, Hollande fut à Obama ce que Blair fut à Bush, un fidèle petit caniche. Pendant que Bachar Al-Assad massacrait en Syrie, la France adopta la stratégie américaine qui consistait à faire pourrir le conflit avec des bombardements inutiles, ou à soutenir des groupes islamistes comme Al-Nosra. Cette guerre est soutenue par les capitalistes français comme Total et Areva, qui profitent du chaos pour tenter de reprendre les marchés qu'ils avaient dans l'Irak de Saddam Hussein.

En Afrique, l'armée française permet de fixer les limites à ne pas franchir. En 2002, en Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo privilégia la Chine au détriment des entreprises françaises. L'armée française déclencha alors une opération dont le but officiel était le maintien de la paix, suite à la rébellion du nord du pays, soutenue, comme par hasard, par Blaise Compaoré, le président burkinabé, le meilleur ami de la France dans la région. En avril 2011, la France évinça Gbagbo au profit de l'obéissant Alassane Ouattara, ancien haut fonctionnaire du FMI. Les Forces

françaises de Côte d'Ivoire, créées en 2012, pérennisent les « intérêts stratégiques » de la France, dont les bénéficiaires du groupe Bolloré. En 2012, la guerre d'indépendance pour le nord du Mali, lancée par le Mouvement de libération de l'Azawad (MNLA), appuyé de longue date par la DGSE (direction générale de la sécurité extérieure) et certains hommes politiques français, précipita l'écroulement de l'armée malienne. La montée en puissance des djihadistes du Mujao et d'Ansar Dine servit de prétexte à l'armée française pour revenir dans un pays qu'elle avait quitté depuis cinquante ans - c'est l'opération "Serval". (3)

Les interventions françaises sont également une réponse aux mouvements populaires comme ceux de la Tunisie (2011) ou du Burkina Faso (2014). La guerre et l'instrumentalisation du terrorisme sont des moyens d'empêcher les populations d'accéder à une autonomie qui serait synonyme d'expulsion de la France hors d'Afrique. Le gouvernement français s'allie au nom de la « guerre contre le terrorisme » à des régimes qui servent ses intérêts économiques et stratégiques, et lui permettent de conserver un poids majeur sur la scène internationale. Les populations subissent bien plus la violence d'État et la prédation économique

que le terrorisme islamique.

Dans la critique de la guerre, il ne faut pas oublier les business du marché des armes. Le volume des ventes d'armes dans le monde est revenu à celui de la guerre froide selon le Stockholm International Peace Research Institute (Sipri). Avec des entreprises comme Thalès, Safran ou Dassault, la France est désormais le quatrième vendeur d'armes du monde. Comme l'indique Philippe Leymarie qui tient le blog « Défense en ligne », la France « en grande partie grâce à ses quelques très bons clients au Proche-Orient, affiche un excédent de sa balance commerciale pour l'armement, ce qui contribue à réduire son déficit global d'environ « cinq à huit points chaque année sur la période 2008-2013. » (4)

Il faut aussi rajouter le rôle que joue l'armée française dans les confettis de l'Empire encore rattachés à la « métropole ». En Guadeloupe, en mai 67, la répression du GONG fit une dizaine de morts. En Kanaky, elle a réprimé dans le sang les soulèvements de 1984 à 1988, assassiné Éloi Machorro et commis le massacre de la grotte d'Ouvéa. Aux Comores, après la mort de Bob Denard, mercenaire des services secrets français responsable de plusieurs coups d'États, l'armée française et les

Le SI, c'est quoi ?



garde-côtes empêchent les familles comoriennes séparées par l'annexion illégale de Mayotte de se réunir et mènent une guerre aux Comoriens qui tentent de débarquer sur cette île pourtant considérée par l'ONU comme partie intégrante des Comores.

■ La réactivation des doctrines coloniales au service de la répression et du racisme d'État

Les attentats en France sont une conséquence directe des guerres. Nous sommes visés non pas pour nos mœurs, nos valeurs morales ou « nos terrasses », mais parce que nous sommes les belligérants de nombreuses conflits. Ceux que notre État combat, sans que le mouvement social ait la force de s'y opposer, répondent à l'agression. Le discours dominant qui assimile les attentats à un conflit d'ordre religieux ou culturel n'a qu'un seul but : toujours plus de guerre.

Il faut évoquer aussi les conséquences de ces guerres sur nos droits et nos libertés. Après la mise en place de l'état d'urgence, selon Amnesty international, seules 0,3% des mesures de répression ont conduit à une enquête judiciaire pour terrorisme. Des milliers de personnes ont été assignées à résidence, en majorité des musulmans accusés à tort. L'islamophobie, cette oppression de l'État et de la bourgeoisie contre ceux qui sont musulmans,

ou assimilés parfois à tort comme tels, est le nouveau vernis culturel du capitalisme. Les assignations spectaculaires désignent les musulmans comme des parias, réactivant la vieille tradition française, antisémite et coloniale, dans une démarche électoraliste, qui s'ajoute à la légitimation de la guerre contre le terrorisme. Cette répression est aussi utilisée contre le mouvement social, avec des assignations à résidence contre des militants (assimilés au terrorisme), et des interdictions de manifester, alors qu'il s'agit de l'un des héritages les plus importants du mouvement social.

Alors que les guerres impérialistes sont responsables de l'exil massif vers l'Europe de millions de personnes, le néocolonialisme impose un marché international du travail qui perpétue l'exploitation de la main d'œuvre immigrée ou des formes d'esclavage pour les travailleurs sans-papiers, C'est d'abord dans ce sens qu'il y a un prolongement du colonialisme français sur son propre territoire. La violence du militarisme en Afrique a également un lien structurel avec les violences policières dans les quartiers populaires. Les manifestations provoquées par le viol de Théo Luhaka à Aulnay-Sous-Bois ont mis à jour les nombreux autres viols de ce type commis sur les populations noires et arabes. Les crimes policiers obéissent à une logique raciste inéluctable. Colo-

Depuis de nombreuses années, la CNT travaille en solidarité avec des structures syndicales et associatives se revendiquant de la lutte des classes et de l'émancipation. Cette solidarité est prise en charge par le Secrétariat International, composé d'adhérents de toute la confédération et représenté par des mandaté-e-s, désignés par le congrès confédéral tous les deux ans.

Le développement des relations internationales reste d'abord un travail de base, mené par les syndicats et les militant.es eux/elles-mêmes. Le Secrétariat International apporte les conditions nécessaires pour que ces relations puissent se renforcer ; il ne s'agit en aucun cas de définir une tendance politique quelconque, mais de devenir l'expression de la solidarité internationale de tous les syndicats de la CNT.

SOLIDARITE INTERNATIONALE

La solidarité internationale telle qu'envisagée par la CNT ne prend pas la forme d'un soutien de type « humanitaire » : nous sollicitons autant nos contacts dans les luttes syndicales que nous menons qu'ils le font pour leurs propres luttes.

Cette solidarité passe également par une veille permanente des événements liés aux droits sociaux des travailleurs-euses et à la qualité de vie de chacun dans les pays dans lesquels nous avons des partenaires.

FORMES D'ACTIONS

* Signature de textes collectifs engageant la solidarité envers l'organisation demandeuse

* Rassemblements de solidarité

* Rencontres formelles avec ces organisations ou collectifs, en France ou ailleurs, afin de nouer des contacts et de nous former mutuellement

* Association au projet général d'une organisation ou association

* Missions sur le terrain pour établir de nouveaux contacts, maintenir les anciens, connaître la réalité du terrain, apporter notre soutien et nous former sur d'autres formes de lutte

* Rencontres de branches. Lorsque nous recevons ou envoyons une demande de solidarité, nous nous efforçons de mettre en contact les branches d'industrie équivalentes (éducation, santé, BTP etc.).

COMPOSITION DU S.I.

Le Secrétariat International est divisé en groupes de travail (ou GT) recouvrant des régions plus ou moins étendues du globe : Palestine, Afrique, Amériques, Océanie & Europe. Pour visualiser ce travail, vous pouvez consulter le site du Secrétariat International <http://www.cnt-f.org/international>

Confédération Nationale du Travail
Secrétariat International
33, rue des Vignoles
75020 Paris

niser un pays, c'est dominer ses habitants par les armes en imprimant la marque de la domination sur les corps. C'est inférioriser le colonisé. Le transformer en objet sexuel, prostitué ou violé, le représenter en sous-homme légal, exécutable extrajudiciairement, le transfigurer en « chose » à torturer. En avril 2015, The Guardian révélait que des viols avaient été commis par les soldats français de l'opération Sangaris en Centrafrique sur des femmes et des enfants. Ces centaines de viols n'ont fait l'objet

sécurité du Front national forment un vivier de mercenaires pour les opérations de la Françafrique. Ce sont certains de ces hommes qui font de l'entrisme à la BAC ou à la BST, en première ligne pour réprimer les mouvements sociaux. Ils organisent les manifestations de policiers, ou se spécialisent dans la provocation et l'infiltration.

La CNT est partie prenante de la lutte contre les guerres. Elle milite pour l'auto-détermination des peuples et l'abolition des classes sociales. Elle refuse les schémas qui impliquent de lutter contre un impérialisme en soutenant un autre impérialisme. Même si la fin de la domination coloniale passe par la reconnaissance du choix de certains peuples de leur indépendance nationale, le but de notre internationalisme est un monde débarrassé de l'oppression capitaliste. L'organisation des exploités par eux-mêmes est nécessaire pour des luttes émancipées du pouvoir de l'État. ●

Le Secrétariat international de la CNT
<http://www.cnt-f.org/international/>
international@si.cnt-fr.org

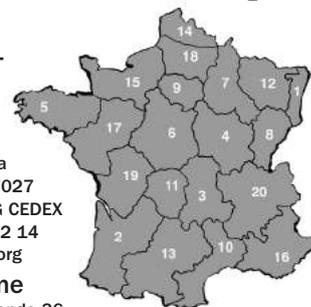
Ce texte est un extrait du troisième numéro de notre revue *Terre&liberté* qui sort au mois de mars 2017 sur le thème du (néo)colonialisme. Vous y lirez des articles sur l'Afrique, le Proche-Orient, la Kanaky ou le colonialisme français sur le territoire de l'Europe. Vous pourrez retrouver la revue sur notre site, vous abonner ou la commander par mail.

- (1) Benjamin Stora, Histoire de l'Algérie coloniale (1830-1954), Paris, La Découverte, 1991.
- (2) Albert Camus, Chroniques algériennes, 1958, cité par Edward Said in Albert Camus ou l'inconscient colonial, Le Monde diplomatique, novembre 2010.
- (3) Deux rapports de l'association Survie reviennent plus en détails sur l'ensemble des dernières interventions françaises : Cinq interventions pour un empire, L'interventionnisme militaire française en Afrique, survie.org, janvier 2017 et Coopération militaire française au service des dictatures, survie.org, avril 2016.
- (4) Philippe Leymarie, La grande chasse aux milliards, Le Monde diplomatique, avril 2016
- (5) Justine Barbant et Leïla Miñano, Les crimes impunis de l'armée française, mediapart.fr, 3 janvier 2017.

Vous trouverez sur le site Internet www.cnt-f.org toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par régions.

Bureau confédéral

5, place des charrons 57000 Metz
06 52 17 93 54 mél : cnt@cnt-f.org



1 Alsace

Union régionale CNT c/o Lucha y Fiesta BP 30017 67027 STRASBOURG CEDEX 1 09 52 91 12 14 alsace@cnt-f.org

2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue Sanche-de-Pomiers, 33000 Bordeaux 06 95 52 69 71 ul33@cnt-f.org
Syndicats régionaux PTT Aquitaine, BP 80099, 33704 Mérignac
Culture Aquitaine 36, rue Sanche-de-pomiers, 33000 Bordeaux

3 Auvergne

Union locale CNT Salle Poly, place Poly, 63100 Clermont-Ferrand

4 Bourgogne

Syndicat intercorporatif CNT de Saône-et-Loire BP 3, 71290 Cuisery interco71@cnt-f.org 06 01 22 17 94
Syndicats CNT Nièvre BP 25, 58018 Nevers-Courlis

Syndicats CNT Dijon BP 392, 21011 Dijon

5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT BP 30423, 35004 Rennes CEDEX 06 34 98 30 72 bretagne@cnt-f.org

6 Centre

259, rue de Bourgogne, 45000 Orléans interco.45@cnt-f.org

7 Champagne-Ardennes

Syndicats CNT Marne BP 90009, 51201 Épernay CEDEX

8 Franche-Comté

Syndicats CNT Doubs c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon CEDEX cnt-doubs@cnt-f.org
Syndicat intercorporatif CNT Jura BP 98, 39140 Bletterans cedex

9 Île-de-France

Union régionale CNT 33, rue des Vignoles, 75020 Paris 01 43 72 95 34 br.rp@cnt-f.org

10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT BP 90256, 6 rue d'Arnal 30000 Nîmes ur.lr@cnt-f.org

11 Limousin

Union locale Limou-sin 6, rue de Gorre, 87000 Limoges, cnt87@cnt-f.org

12 Lorraine

Union régionale CNT ur.lorraine@cnt-f.org
UD CNT Moselle 5, place des Charrons, 57000 Metz ud57@cnt-f.org

13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT 18, av. de la Gloire, 31 500 Toulouse Tél 09 52 58 35 90

14 Nord Pas-de-Calais

Picardie
Union régionale CNT 32, rue d'Arras, 59000 Lille 03 20 56 96 10 ur59-62@cnt-f.org

15 Normandie

Syndicats CNT Calvados BP 02, 14460 Colombelles Syndicats CNT Seine- Maritime BP 411, 76057 Le Havre CEDEX Syndicat CNT Eure interco27@cnt-f.org

16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000 bâbords 61, rue Conso-lat 13001 Marseille

17 Pays la Loire

voir Bretagne
18 Picardie
Voir avec Nord Pas-de-Calais

19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT 20, rue Blaise-Pascal, 86000 Poitiers 05 49 88 34 08

20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT 44, rue Burdeau 69001 Lyon



d'aucune information judiciaire (5). Comme pour les crimes policiers, l'impunité est la règle d'État.

Ce que l'État fait à l'extérieur, il le reproduit en France, en banlieue, sur des personnes originaires des mêmes communautés. C'est un choix politique de maintien de l'ordre. Les représentants les plus nostalgiques du temps des colonies sont à la tête des états-majors de l'armée et de la police. Ils appliquent sur le terrain leur vision rétrograde du monde. Plus encore, les gros bras employés pour la

Faites de l'autogestion!

Le 27 mai, Quimper fait sa fête à l'autogestion.

C'est la quatrième édition de la fête de l'autogestion », à Quimper samedi 27 mai 2017 de 11h à 19h, sur l'esplanade François-Mitterrand (c'est qui çui-là?).

Au programme :

■ Trois débats :

« L'anarchosyndicalisme ? »,
« Sexisme et régression sociale »,
« Migrant ou réfugié ? ». Des espaces de discussions partout...

■ Trois concerts :

affiche en cours 12h à 14h
une scène ouverte
Bar, restauration sur place :
WhouAmap, Tri Martolod.

■ Des éditeurs :

La digitale, Atelier de Création Libertaire, Publico, CNT-RP.

■ Des stands :

Enercop, Canal Ti Zef (radio), Lycée expérimental St Nazaire, Ardecom (contraception masculine), GAST !* (collectif féministe), collectif Antifa29, réseau Salariat, AC !, AL, CNT, Ensemble !, FA...

■ Un marché gratuit.

Et plus encore. ●

STAF-CNT 29

* Gast : Nom breton féminin, d'origine inconnue d'après le dictionnaire étymologique du breton.

Signifie putain, du verbe latin putere qui signifie puer, explique le collectif sur son site : www.gast.bzh/



Le capitalisme mis en pièces

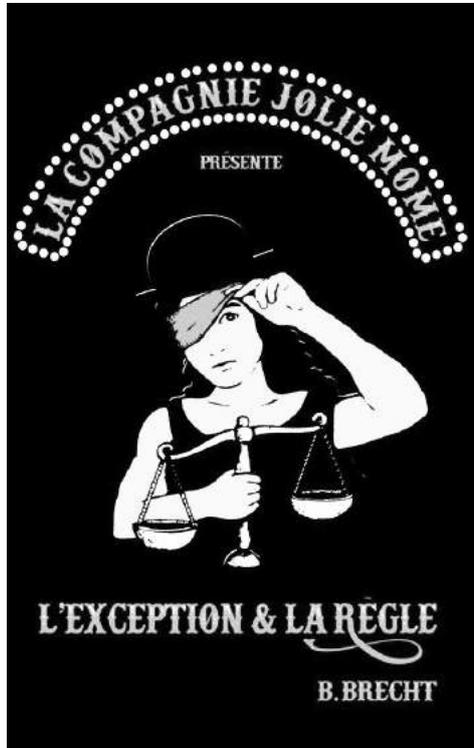
L'exception et la règle, de Brecht, repris par la compagnie Jolie Môme.

Road trip didactique par la compagnie Jolie Môme : « L'exception et la Règle » est menée comme une épopée théâtrale. Le thème de la justice ? Au cœur de l'actualité, et de celle de plus de deux mille militants et syndicalistes aujourd'hui poursuivis pour leurs actes de résistance.

En quête de pétrole, un marchand en escompte des profits mirifiques. Sous ses ordres, un guide. Sous ses ordres, un porteur, silencieux, pauvre, soumis à l'extrême. Pressé de conclure ses affaires, le marchand traverse à marche forcée un désert. Jusqu'à tuer son « coolie »*.

Brecht y dénonce le capitalisme grinçant et la protection des puissants, l'argument de légitime défense contre la victime, simple vanu-pieds, exonérant le dominant de toute sanction.

Brecht écrit L'exception et la règle trois ans avant l'avènement du IIIe Reich. Période des Exercices didactiques, pièces courtes et scènes brèves en rupture les unes par rapport aux autres, alternant avec des scènes chorales chantées. Les personnages sont un peu des figures, des archétypes collectifs : le marchand incarne le capitaliste, le por-



teur le lumpen-prolétariat, le guide tenant le rôle du militant. Une pièce sur la haine et la justice de classe, et sur la haine raciale.

Jusqu'au 22 avril 2017 à La Belle Étoile, 14 rue Saint-Just, 93200 Saint-Denis. Dimanches et jours fériés, les représentations sont précédées d'une rencontre avec divers

invités sur des thèmes en lien avec la justice et les prisonniers politiques, en France, dans le monde. ● <http://cie-joliemome.org/>

* Au XIXe siècle, les coolies sont des travailleurs d'origine asiatique, portefaix engagés pour porter les bagages de l'armée, émigrants chinois en Amérique et plus largement tout le lumpen prolétariat employé aux boulots pénibles : manœuvres, porteurs, conducteurs de pousse-pousses...

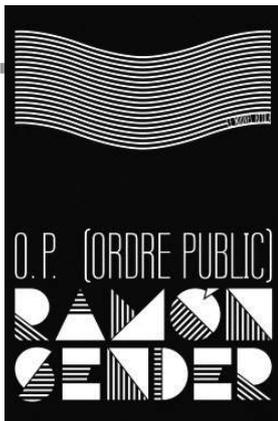
Ces périodes d'acharnement répressif

La pièce de Brecht, « L'exception et la Règle », résonne malheureusement bien fort encore aujourd'hui. Au moment où le mouvement social contre la loi El Khomry a subi une répression qui se chiffre en milliers d'arrestations et centaines de condamnations, que les poursuites et arrestations continuent encore maintenant, la question de la justice et de son impartialité se pose tout autant que dans les années 1929 et 1930 quand la pièce fut écrite. Ces périodes d'acharnement répressif contre les travailleurs organisés qui allait culminer par l'élection du candidat de la bourgeoisie, un certain Adolf Hitler, ne peut que nous rappeler que la montée des nationalismes en Europe, concomitante avec une perte des libertés publiques et d'une utilisation du tribunal comme réponse à toute opposition.

Jeunes qui dans les banlieues populaires subissent toutes les provocations policières, lycéens matraqués impunément, syndicalistes condamnés : la partialité de la justice est une constante. Brecht décrit l'oppression capitaliste, raciale et judiciaire dans la relation du chercheur de pétrole et de son coolie. Une pièce peu représentée en France. Raison de plus de saluer le choix de Jolie Môme.

Georges, SIPMCS





O.P [Ordre public]

Ramon Sender,
Ed. Le Nouvel Attila, 222 pages, 19€.

[Après la dictature du général Primo de Rivera (au pouvoir depuis le 15 septembre 1923), la Seconde République est proclamée suite à des élections municipales le 14 avril 1931. Le roi Alphonse XIII abandonne Madrid et part en exil sans avoir abdiqué. La censure de la presse est levée.]

Ramon Sender écrit OP [Ordre Public] en 1931, en Espagne. Ce récit dans lequel il met en scène ses expériences de détenu dans les prisons espagnoles des années 20, a pour principaux protagonistes un journaliste détenu, des prisonniers politiques et sociaux, des droits-commun et le vent. Le Vent révolutionnaire clameur de vérités ! Chacun est désigné par un surnom, comme un nom de guerre sociale. Il y a le Journaliste, le Vent, le Chinois, le Boiteux, le Pommadé... La vie dans la prison est racontée avec crudité et poésie, l'écriture est très libre.

Lors de ses grands moments d'ennui, le Journaliste dialogue avec le Vent.

Extrait :

« ... Dans la froideur lugubre du cachot, le Journaliste insistait, résistant aux suggestions du Vent, vaguement tenté de l'importuner :

- Bon, et alors ?

- Tu me poses encore la question ? Cela ne te suffit pas ? Je vois, tu attends quelque chose d'immédiat et de concret. J'aurais bien arraché les cheminées de la prison s'il y en avait eu. Mais la toiture est lisse comme la paume de la main. Si tu essaies de t'évader, je t'aiderai. Je tendrai un nuage devant la lune, je te soutiendrai au bord du toit si

Le vent détenu



tu glisses sur une ardoise. Je t'aiderai. Ne dois-je pas t'aider ? Je suis ton camarade, emprisonné comme vous. Je guette l'occasion de briser les vitres pour éteindre les allumettes des gardiens, pour leur lancer au plus profond le fil de platine des pneumonies. Bien que détenu je ne perds rien de ma sérénité. Je ne peux la perdre car je ne l'ai jamais eue. Je veux dire que je ne suis ni plus ni moins passionné que quand je suis en liberté. Je suis cette passion qui contamine et attrape tout. En ce moment, je mets en miette une fleur pourrie qui avait encore ses feuilles sur les tombes de Sacco et Vanzetti. Je suis partout où il faut être présent, partout où on ne m'attend pas. Le gouvernement monarchique, le gouvernement républicain, demande des explications au directeur de la prison, au directeur général de la sécurité, qui ne savent que répondre : « Nous l'avons arrêté. Il est incarcéré. » « Mais alors où en sommes nous ? » Je m'amuse beaucoup de le voir démissionner et se succéder, me préparer une place. Car un jour je serai, moi -monsieur le Vent-, le directeur général de la Sécurité. Je briserai les chaînes des girouettes, qui indiquent toutes la Direction générale de la Sécurité, la véritable direction du Vent. Et alors...

- Que voilà une belle perspective...

- Cela arrivera bien avant que vous en ayez le désir. En attendant, ne suis-je pas celui qui crie la vérité partout ? Votre vérité, qui est aussi la mienne ? Écoute-moi.

La clarté trouble et dorée, diffusée par une ampoule au bout du couloir, n'est perceptible dans la cellule qu'au bout de plusieurs jours de réclusion, et elle projette contre le mur, à travers le judas grillagé de la porte, une croix morcelée à peine visible. Le Vent se tait. Mais de nouveau on l'entend. Il ne s'adresse plus au Journaliste. Il parle tout seul, dans les clairières désolées, aux arbres solitaires et aux vieilles tours.

- Écoutez-moi ! crie-t-il. Je vous le dis à travers mes cent haut-parleurs ! Toute la révolte étouffée et réprimée aujourd'hui déborde de vos cœurs. Il y a des hommes nus, affamés, repliés sur eux-mêmes au fond de ces cachots. Les chaînes rougies de sang et de rouille ceignent leur taille, tombent du cou jusqu'aux pieds. Ces hommes ont commis divers délits : voler ce qu'il leur fallait pour manger, exposer la connaissance des faits nouveaux devant les foules, étudier l'éloquence aride des nombres pour nous

rendre un peu meilleurs et qu'il y ait une justice sociale dont des centaines de milliers d'hommes sont privés aujourd'hui. De sacrés délits. Mais la fin approche. Je briserai les chaînes de ceux les subissent dans ces cellules, et ces êtres tombés malades dans les nuits de la prison brandiront les chaînes brisées et vous fendront le crâne. Vous, mes frères, continuez de rire et de rêver dans ces cachots. La nuit infinie des sous-sols sauvera le monde. Le journaliste s'est endormi et le Vent se tait. ...»

Toute la cruauté d'une époque est mise à nu par Sender. Le poids de l'église, la toute puissance de la direction de la prison, la bêtise et la méchanceté des gardiens. Toute l'Espagne des années 20 et 30 se retrouve dans la cour de la prison.

L'exécution de trois syndicalistes au garrot dans la cour de la chapelle de la prison (en ces jours anniversaires de son exécution, nous nous souvenons de Puig Antich) est l'occasion pour Sender de rappeler que chacun est responsable de ses actes : « Le bourreau de Burgos procédera à l'exécution. C'est un ordre. Le juge en prononçant la sentence était aussi soumis à une autre volonté. Formol a rédigé le procès-verbal et la véritable accusation en pensant plaire à un autre. La responsabilité recule, elle recule toujours. Les consciences s'en débarrassent et la refilent à celui qui est au-dessus. Puis vient le moment où le dernier, un homme avec sa conscience, ne sait plus auprès de qui s'en débarrasser. Il n'y a plus personne au-dessus. Mais en ce cas, la loi est providentielle. C'est la loi. Quelle loi ? Il y a encore une loi ?...»

Sender a écrit son livre sous forme de feuilleton dans le journal de gauche républicain La Libertad puis, engagé au côté de la CNT, il publie des « cartes postales politiques » dans le quotidien de la CNT Solidaridad Obrera lors de la période troublée qui fait suite à la proclamation de la deuxième république. OP [Ordre Public] a paru en 1931 aux éditions Cenit, réédité aujourd'hui pour notre plus grand bonheur par les éditions Nouvel Attila dans une très belle maquette. ●

MpI, Stics 13

Punk, première vague en France



Les Punks: The French Connection – The First Wave Of French Punk 1977-80
Soul Jazz Records, 17 € en CD, 24 en vinyl.

Longtemps disquaire londonien très réputé, Soul Jazz est devenu au début des années 2000 un excellent label de rééditions, compilations et perles en tous genres : soul, funk, hip-hop, reggae (tout le catalogue Studio 1!), punk, free-jazz, dubstep, etc. Le tout disponible en disques vinyl. Et, aujourd'hui, leur

cuvée s'avère exceptionnelle. Punk 45 est une collection dédiée au punk et le sixième volume de cette série est dédiée au french punk.

Ils n'ont oublié que les Stinky Toys, sûrement absents pour des histoires de droits et royalties !

Cette sélection Soul Jazz a su mélanger des titres déjà connus, « Paris Maquis » des excellents Métal Urbain, « Planté comme un privé » d'Asphalt Jungle, « Euthanasie » des Olivensteins ou encore « Sweet Marilyn » des Métal Boys, et des titres moins connus à découvrir des pépites, comme « Sally » de Gazoline du grand Alain Kan, avec sa voix sulfureuse et son étrange manière de chanter, tout en feulements... Après quatre albums indispensables (dont un s'intitule : « Heureusement en France on ne se drogue pas » !), Alain Kan a disparu d'un quai du métro en 1990. On ne l'a plus jamais revu !

Ce qui est intéressant, c'est qu'il y a un grand nombre de titres de groupes débutants et qui deviendront des valeurs très sûres de la new-wave, la cold-wave et du rock en France : Marie et

les Garçons, Kas Product, Charles de Goal, les Dogs, Electric Callas... Les guitares strident et zèbrent tandis que les boîtes à rythme et les batteurs sont bancals et bégayants, essouffés.

Les textes en anglais et en français montrent une ville déshumanisée et glauque, un cauchemar électroifié... Nous sommes dans le « maquis », un « labyrinthe » avec un « blues » profond, des bruits qui tranchent le gris... Et ces punks n'ont « rien à dire » et « ne veulent pas devenir riches ». Ils sont « à bout de souffle », rêvant le temps d'une « photo couleur » de la « sweet Marilyn »... En attendant « l'euthanasie » !

Un long et bon livret de 50 pages agrémenté de photos raconte ce que fut le punk en France, notamment avec les interviews des pionniers Michel Esteban (du label ZE) et Marc Zermati (label Skydog)... Ce très bon travail complète la belle compilation Pains sortie chez Born Bad. C'est un peu cher mais c'est un solide double vinyl de 19 titres sans aucun déchet, pour nos voraces platines. NOS FUTURS ! ●

Gilles, SINR 44

Du rap en toute conscience

On est loin d'être un débutant. Après avoir officié dans les années 2000 comme MC dans le groupe Eskicit, responsable de plusieurs excellents projets, il a monté avec Skalpel (la K-Bine) et Akye (Bboy konsian) le groupe Première ligne, groupe se voulant le bras armé d'un micro de la lutte des classes et de la révolte des quartiers.

Première ligne est un des fers de lance du mouvement international Rap Red & Black, qui fera sûrement écho aux anarchosyndicalistes.

Il nous revient aujourd'hui avec son premier projet solo, William Blake, (hommage au poète britannique mis à l'honneur dans le film Dead Man de Jim Jarmush, généreusement samplé

tout au long du disque), et autant dire que j'ai pris une grande claque !

Au niveau des productions, quand E.One ne va pas lui-même au charbon, on retrouve notamment Tideux, Raan et Many the Dog du collectif Tahamagané Beats, avec un point commun : de la grosse soul qui groove et fait bouger la tête.

Du point de vue des textes, si la lutte sociale est en filigrane sans arrêt, l'introspection et la poésie sont mises en avant, et ne laisseront personne insensible. E.One y parle d'amour et de haine, raconte où il puise son inspiration, pourquoi il est autant en colère et pourtant en paix. Son frère d'armes Skalpel y fait quelques apparitions bien sûr, ainsi que quelques rappeur-euses



E.One – William Blake, disponible sur Bboy Konsyan.com, en écoute sur bboykonsyan.bandcamp.com/album/william-blake.

de la scène actuelle dite « consciente ».

Parce que « La vérité, c'est qu'on est tous secrètement flippés », cet album est tout simplement indispensable. ●

Théo, Intercos Nantes



Trois lettres qui brassent

C'est écrit en 1947. Par qui ? Publié par qui ? Regardez en bas.

Trois petites lettres

Il était une fois trois petites lettres, trois petites lettres de l'alphabet ; pas plus. Trois petites lettres qui, partant du principe que l'union fait la force, se réunissent à la fin du siècle dernier.

Au grand bonheur des exploités, lesquels en conçoivent un immense espoir. Au grand effroi du patronat qui, dans la crainte de perdre ses prérogatives, tombe aux genoux du ministre de l'Intérieur en le suppliant de perfectionner la machine policière.

Mais les trois lettres n'en ont cure. Elles comptent près de cent mille adeptes. Tout est possible à cent mille hommes qui veulent. Au cours d'une année célèbre d'action directe, la grève générale est annoncée. Si fort que la bourgeoisie perd contenance et que certains de ses représentants vont se cacher dans leurs caves, terrorisés. Résultat satisfaisant. Les trois lettres sautent de joie. Seulement, quoique fort jeunes, elles ne manquent pas de réflexion et devinent bientôt le grave danger que représente la politique.

Aussi, le congrès d'Amiens, en 1906, les voit-il prendre la décision de demeurer toujours éloigner de ce foyer de corruption, de ne jamais céder aux avances des politiciens.

Tout marche à merveille. Les exploités continuent d'espérer. Les exploités de trembler. Mais la politique veille... Elle n'a pas désespéré de mettre sa main malpropre sur les trois petites lettres dont la pureté devient choquante. Et son opiniâtreté se voit bientôt couronnée. En 1914,

la C.G.T. accepte l'idée de l'union sacrée. C'en est fait de sa liberté, de son idéal. Chaque jour qui passe l'enfonce de plus en plus dans la lie.

La fameuse scission en fait deux parties, qui s'empresse de se prostituer. La première (C.G.T.) dans les bras du Parti socialiste, la seconde (C.G.T.U.) dans ceux du Parti communiste. De compromissions en compromissions, de déchéances en déchéances, elles en arrivent à devenir conseillères de l'État, agents d'exécution des réglementations gouvernementales. La classe ouvrière, assidûment, progressivement trompée, ne cesse hélas ! de leur confier ses représentants.

Si bien que la Confédération générale du travail, qui avait été à l'origine un organisme destiné à endiguer les exigences du patronat au profit de la classe ouvrière, devient bientôt l'organisme chargé d'endiguer les exigences légitimes de la classe ouvrière au profit du patronat.

Et comme toutes ces infamies ne parviennent pas à satisfaire pleinement ce besoin de dégradation de la C.G.T., elle y met finalement le comble en s'abandonnant aux répugnantes caresses des policiers. Des policiers qui, après le premier congrès de la C.G.T., reçurent du patronat l'ordre de sévir contre ce mouvement ouvrier menaçant dangereusement de saper les fondements de l'édifice bourgeois.

Les patrons peuvent exulter, dormir sur leurs deux oreilles. Que risquent-ils, à la vérité ? Ce sont eux qui mènent la barque et leurs défenseurs, les policiers, font partie de l'équipage.

Plus de danger et vogue la galère ! Plus de danger... en apparence seulement. Car un beau jour - plus proche que d'aucuns le supposent - lassés de subir le joug de leurs maîtres, les matelots se souviendront des sens des mots : mutinerie, insurrection ; et, ce jour-là, messieurs les capitaines, rira bien qui rira le dernier !

Il était une fois trois lettres, trois petites lettres bien pures...

Mais le temps a passé et avec lui la pureté. Aussi les ouvriers doivent-ils se persuader que ces lettres fameuses ne méritent rien d'autre que les cinq non moins fameuses avec lesquelles Cambronne fabriqua le célèbre mot. ●

signé : Georges-Charles Brasseur, Le Combat Syndicaliste, avril 1947.



Célébrée par Georges, l'auteur de ce texte, la CGT des origines, donc période anarchosindicaliste, vu par l'af-fichiste Jules Granjouan en 1905, à la une de L'Assiette au beurre.

LA CNT C'EST QUOI ?

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

DE COMBAT ! Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme.

ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-uns. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !



ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :
 Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas*

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine.
 Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



ABONNEMENT GRATUIT →

En juin, l'errance se fait parolière

Réservez le dernier week-end de juin pour le festival de la CNT-RP à Montreuil.

Cette année encore, les militant-es de l'union des syndicats CNT de la région parisienne ont le plaisir de vous convier à son festival qui se tiendra du 23 au 25 juin 2017 à « La Parole errante » à Montreuil.

Après la mobilisation du printemps 2016 contre la loi travail et les mois de luttes contre ce passage en force, la CNT a décidé de prolonger les réflexions critiques ranimées par ce mouvement. Une grande partie du festival 2017 abordera donc les nombreuses critiques à l'encontre de la domination du travail sous régime capitaliste.

Aujourd'hui, le travail consiste pour les individus à produire et échanger des biens et des services afin de pouvoir vivre. Cette domination sociale de la marchandise se fait passer pour une nécessité naturelle. Le capitalisme n'est pourtant pas un fait naturel. Ce n'est pas quelque chose qui existe depuis toujours. Il peut donc être éliminé. La plupart des sociétés humaines qui ont existé ont vécu sans capitalisme. La vie sociale n'y était pas structurée par l'échange ou le travail.

■ Enclaves d'esclaves

Actuellement, le contrat salarial admet comme une enclave illégitime dans la société démocratique l'état de subordination des salarié-es vis-à-vis de leurs employeurs qui ont acheté leur temps de travail. Pire encore : avec le néolibéralisme, ce compromis ne suffit même plus aux capitalistes. Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui d'accomplir son travail en échange d'un salaire. Le salarié doit s'impliquer en intégrant les impératifs de compétitivité de l'entreprise et du marché. Par l'auto-entreprenariat ou micro-entreprenariat, le rapport au donneur d'ordre change au détriment de l'exécutant-e, mettant en concurrence les statuts pour un travail semblable, baissant les salaires, dissimulant le rapport de subordination.

Avec les nouveaux dispositifs de management de la performance, dont l'un des effets est de générer encore plus de souffrance pour les salarié-es, l'antagonisme avec les employeurs est supplanté par la mise en concurrence des individus afin de dissoudre toute forme de résistance collective.

■ Dépasser le travail salarié

Il est donc indispensable de réfléchir ensemble à un projet politique de dépassement du travail salarié et de la production industrielle à grande échelle, de diminuer la durée des ac-

tives, de nombreux débats et manifestations seront consacrés à d'autres thèmes, comme l'antimilitarisme, la Révolution de 1917, l'expérience de municipalisme libertaire au Rojava et bien d'autres.

Cette nouvelle édition sera aussi l'occasion de réaffirmer encore notre solidarité avec ce lieu de création populaire qu'est « La Parole errante », dont l'avenir est aujourd'hui menacé par le conseil départemental de Seine-Saint-Denis.

Comme chaque année, les militant-es de la CNT vous convient donc



tivités inutiles et nuisibles afin de dégager du temps libre à consacrer individuellement à nos réels désirs, et collectivement à l'organisation auto-gérée de notre société débarrassée des impératifs de l'économie capitaliste. C'est l'utopie de l'autogestion et du contrôle ouvrier, de l'unité du travail et de la vie, de l'activité professionnelle comme épanouissement total de l'individu.

Comme pour les éditions précé-

autour de leur cuisine et de leur bar autogérés, autour de débats, de films, de pièces de théâtre et bien sûr de concerts. Pour un week-end sous le règne de l'autogestion et une belle parenthèse en utopie.

Venez nombreuses et nombreux vous libérer du travail avec nous ! ●

CNT Région Parisienne

Montreuil
la Parole errante
9, rue François-Debergue
métro Croix-de-Chavaux



5^e édition



CONCERTS
DÉBATS
PROJECTIONS
THÉÂTRE
SALON DU LIVRE

FESTIVAL CNT

23, 24, 25 JUIN
2017



Infos :

br.rp@cnt-f.org
cnt-f.org/festival-cnt
06 95 45 67 62



Danièle LINHART, Christophe DESJOURS, Patrick MARCOLINI,
Au Bal des actifs (Alain DAMASIO, Catherine DUFOUR, Li-Cam,
Norbert MERJAGNAN...), Armand GATTI, Ludwig von 88,
Tony HYMAS, Julie Colère, The Ready-Mades, El Comunero...